

Code social - Droit du travail 2018

Ce Code est à jour au 1^{er} janvier 2018.

Editeur responsable : Hans Suijkerbuijk

© 2018 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2018/2664/255
ISBN 978-94-03-00145-6
BP/458-PI18001

Table des matières générale

I.	BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL	1
	Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – 4 août 1996	3
	Code du bien-être au travail – 28 avril 2017 [[Livres I, Titre 1-6 (art. 1.1-1 - 1.6-12), Livre II, Titre 1-3 (art. 11.1-1 - 11.3-51), Livre II, Titre 7-8 (art. 11.7-1 - 11.8-3)]]	47
	Convention collective de travail n° 72 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail – 30 mars 1999	135
	Convention collective de travail n° 100 concernant la mise en œuvre d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise – 1 avril 2009	138
	Loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac – 22 décembre 2009	146
II.	CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ	151
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [art. 108-144]	153
	Arrêté royal d'exécution de la section 6 – octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 23 juillet 1985	171
	Arrêté royal d'extension du champ d'application de la section 6 – Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 10 novembre 2001	181
	Arrêté royal modifiant certaines dispositions concernant l'octroi du congé-éducation payé en application de l'article 111, par. 7, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 1 septembre 2006	182
III.	CONGÉS THÉMATIQUES	183
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [art. 99-107bis]	185
	Arrêté royal relatif au congé pour soins palliatifs, portant exécution de l'article 100bis, § 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales et modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption – 22 mars 1995	193
	Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade – 10 août 1998	194

Arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle – 29 octobre 1997.	198
Convention collective de travail n° 64 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un droit au congé parental – 29 avril 1997	201
IV. CONTRATS DE TRAVAIL	205
Loi relative aux contrats de travail – 3 juillet 1978.	207
Convention collective de travail n° 12bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979	253
Convention collective de travail n° 13bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés, en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979	259
Convention collective de travail n° 75 relative aux délais de préavis des ouvriers – 20 décembre 1999.	265
Loi sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée – 5 juin 2002	266
Loi relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail – 28 janvier 2003	268
Convention collective de travail n° 85 concernant le télétravail – 9 novembre 2005	270
Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [art. 22-28]	275
Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel – 12 avril 2011 [art. 38–44]	277
Loi concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement – 26 décembre 2013 [art. 67–73, art. 94 et art. 110–113]	279
Convention collective de travail n° 109 concernant la motivation du licenciement – 12 février 2014.	282
V. CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMMISSIONS PARITAIRES	287
Loi sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires – 5 décembre 1968	289

VI.	CONVENTION DE PREMIER EMPLOI	299
	Loi en vue de la promotion de l'emploi – 24 décembre 1999 [art. 23-52]	301
	Arrêté royal d'exécution des articles [...] [32, § 2, alinéa 1 ^{er}], 33, § 2, alinéa 3, 34[...], 39, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, 42, § 2 [...], 46, alinéa 1 ^{er} , 47, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	310
	Arrêté royal d'exécution des articles [26, 27, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ,] 30, 39, § 1 ^{er} , et § 4, alinéa 2, 40, alinéa 2, [40bis, alinéa 2,] 41, 43, alinéa 2, et 47, § 1 ^{er} , alinéa 5, [...] de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	316
	Arrêté royal relatif à l'octroi d'une allocation d'accompagnement aux jeunes qui suivent une formation préparatoire au contrat de premier emploi – 6 octobre 2000	330
VII.	CONVENTION D'IMMERSION PROFESSIONNELLE	333
	Loi-programme – 2 août 2002 [art. 104-112]	335
VIII.	CRÉDIT-TEMPS	339
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [art. 22-24]	341
	Arrêté royal pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps – 12 décembre 2001	342
	Convention collective de travail n° 103 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière – 27 juin 2012	354
	Convention collective de travail n° 127 fixant, pour 2017 et 2018, le cadre interprofessionnel de l'abaissement à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration – 21 mars 2017	378
IX.	DISPOSITIONS PÉNALES	381
	Code pénal social – 6 juin 2010 [art. 1-211 et art. 230-237]	383
X.	DOCUMENTS SOCIAUX	471
	Arrêté royal n° 5 relatif à la tenue des documents sociaux – 23 octobre 1978 [art. 1-15ter]	473
	Arrêté royal relatif à la tenue des documents sociaux – 8 août 1980	476

	Arrêté royal soustrayant certaines catégories d'employeurs à l'obligation de tenir le registre du personnel imposée par l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o , de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux – 17 juin 1983	486
	Arrêté royal instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions – 5 novembre 2002	487
XI.	DURÉE DU TRAVAIL	493
	Arrêté royal désignant les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance, dans les secteurs privés de l'économie nationale, pour l'application de la loi sur la durée du travail – 10 février 1965	495
	Arrêté royal [relatif à l'information des travailleurs sur l'état de leurs prestations lorsque leur régime de travail est organisé conformément aux articles 20, § 2, 20bis et 26bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail] – 18 janvier 1984 ..	497
	Convention collective n° 29 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant les prestations d'heures supplémentaires – 29 novembre 1976	499
	Loi relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 17 mars 1987	501
	Convention collective de travail n° 42 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 2 juin 1987	505
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [art. 2-13]	508
XII.	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	511
	Convention collective de travail n° 25 sur l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins – 15 octobre 1975	513
	Loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination – 10 mai 2007 ..	517
	Loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes – 10 mai 2007	530
	Convention collective de travail n° 95 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail – 10 octobre 2008	548
XIII.	FORMATION	549
	Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [art. 9-21]	551
	Arrêté royal portant exécution de la section 1 ^{re} du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable – 5 décembre 2017	555
XIV.	JOURS FÉRIÉS	557
	Loi relative aux jours fériés – 4 janvier 1974	559
	Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés – 18 avril 1974	564

	Arrêté royal fixant des modalités particulières d'application aux travailleurs intérimaires de la législation en matière de jours fériés – 10 août 2015	569
XV.	LOI SUR LE TRAVAIL	571
	Loi sur le travail – 16 mars 1971	573
	Arrêté royal assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail, au-delà de la huitième semaine après l'accouchement – 11 octobre 1991	597
	Arrêté royal relatif à la conversion du congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère – 17 octobre 1994	598
XVI.	OUTPLACEMENT / RECLASSEMENT PROFESSIONNEL	601
	Convention collective de travail n° 51 relative à l'outplacement – 10 février 1992	603
	Loi visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 5 septembre 2001 [art. 11/1-18]	606
	Convention collective de travail n° 82 relative au [...] reclassement professionnel pour les travailleurs de quarante-cinq ans et plus qui sont licenciés – 10 juillet 2002	613
	Arrêté royal pris en exécution des articles 15 et 17 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 23 janvier 2003	621
	Loi relative au pacte de solidarité entre les générations – 23 décembre 2005 [art. 31-41, 71]	623
	Arrêté royal relatif à la gestion active des restructurations – 9 mars 2006	627
XVII.	PAUSES D'ALLAITEMENT	639
	Convention collective de travail n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement – 27 novembre 2001	641
XVIII.	PETITS CHÔMAGES ET CONGÉ POUR RAISONS IMPÉRIEUSES	645
	Arrêté royal relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, [des travailleurs domestiques], des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles – 28 août 1963	647
	Convention collective de travail n° 45 instaurant un congé pour raisons impérieuses – 19 décembre 1989	650
XIX.	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	653
	Convention collective de travail n° 81 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau – 26 avril 2002	655

	Convention collective de travail n° 89 concernant la prévention des vols et les contrôles de sortie des travailleurs quittant l’entreprise ou le lieu de travail – 30 janvier 2007	661
XX.	RECRUTEMENT ET SÉLECTION	665
	Convention collective de travail n° 38 concernant le recrutement et la sélection des travailleurs – 6 décembre 1983	667
XXI.	RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D’ENTREPRISE	675
	Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un régime d’indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement – 19 décembre 1974	677
	Arrêté royal relatif à l’octroi d’allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle – 7 décembre 1992	686
	Arrêté royal fixant [le régime de chômage avec complément d’entreprise] – 3 mai 2007	706
	Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l’exécution de l’accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d’accord interprofessionnel – 12 avril 2011 [art. 45-55]	728
	Convention collective de travail n° 107 relative au système de cliquet pour le maintien de l’indemnité complémentaire dans le cadre de certains régimes de chômage avec complément d’entreprise – 28 mars 2013	731
	Convention collective de travail n° 120 fixant, pour 2017 et 2018, les conditions d’octroi d’un complément d’entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d’entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d’un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail – 21 mars 2017	735
	Convention collective de travail n° 121 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l’âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d’entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d’un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail – 21 mars 2017	739
	Convention collective de travail n° 122 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l’âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d’entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d’un métier lourd – 21 mars 2017	741
	Convention collective de travail n° 123 fixant, pour 2017 et 2018, les conditions d’octroi d’un complément d’entreprise dans le cadre du chômage avec complément d’entreprise pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves, en cas de licenciement – 21 mars 2017	743
	Convention collective de travail n° 124 instituant un régime de complément d’entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue – 21 mars 2017	748

	Convention collective de travail n° 125 fixant à titre interprofessionnel, pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue – 21 mars 2017	750
	Convention collective de travail n° 126 déterminant, pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou reconnue comme étant en restructuration – 21 mars 2017	752
XXII.	RÈGLEMENTS DE TRAVAIL	755
	Loi instituant les règlements de travail – 8 avril 1965	757
XXIII.	RÉMUNÉRATION	769
	Loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs – 12 avril 1965 [art. 1-48]	771
	Code judiciaire – 10 octobre 1967 [art. 1408-1412 <i>quater</i>]	789
	Arrêté royal déterminant les modalités relatives au paiement de la rémunération en monnaie scripturale et à la cession ou la saisie de l'avoir du compte bancaire ou de chèques postaux auquel la rémunération du travailleur est virée – 5 mars 1986	799
	[Convention collective de travail n° 43 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen] – 2 mai 1988	800
	Convention collective de travail n° 50 conclue au sein du Conseil national du Travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen aux travailleurs âgés de moins de 21 ans – 29 octobre 1991	805
	Loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 – 21 décembre 2007 [art. 2-20]	807
	Convention collective de travail n° 90 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats – 20 décembre 2007	812
	Convention collective de travail n° 98 concernant les éco-chèques – 20 février 2009	827
	Convention collective de travail n° 119 fixant la marge maximale pour l'évolution du coût salarial pour la période 2017-2018 – 21 mars 2017	830
XXIV.	TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	831
	Convention collective de travail n° 35 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel – 27 février 1981	833
	Loi-programme – 22 décembre 1989 [art. 152-178]	836
	Arrêté royal d'exécution des dispositions de la loi-programme du 22 décembre 1989 relatives au contrôle des dérogations à l'horaire normal des travailleurs à temps partiel – 8 mars 1990	841
	Arrêté royal déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs – 18 juin 1990	842
	Arrêté royal assimilant à du travail supplémentaire certaines prestations des travailleurs à temps partiel – 25 juin 1990	843

	Arrêté royal déterminant les dérogations à la durée hebdomadaire minimale de travail des travailleurs à temps partiel fixée à l'article 11 <i>bis</i> de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail – 21 décembre 1992	845
	Loi relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel – 5 mars 2002.	846
XXV.	TRAVAIL DE NUIT	847
	Loi relative au travail de nuit – 17 février 1997 [art. 9-12].	849
	Arrêté royal d'exécution de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit – 16 avril 1998	851
	Convention collective de travail n° 46 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 23 mars 1990.	852
	Convention collective de travail n° 49 relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou dans d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 21 mai 1991	859
	Convention collective de travail n° 76 portant exécution de l'article 27, § 4, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 – 18 juillet 2000	861
XXVI.	TRAVAILLEURS ÂGÉS	863
	Convention collective de travail n° 104 concernant la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés dans l'entreprise – 27 juin 2012	865
XXVII.	TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	871
	Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers – 30 avril 1999.	873
	Arrêté royal portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers – 9 juin 1999.	879
	Loi [concernant les conditions de travail, de rémunération et d'emploi en cas de détachement de travailleurs en Belgique et le respect de celles-ci] – 5 mars 2002	906
	Arrêté royal déterminant les modalités d'introduction des demandes et de délivrance du permis de travail C – 2 avril 2003.	910
	Loi-programme (I) – 27 décembre 2006 [art. 137-167]	911
	Arrêté royal pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés – 20 mars 2007.	916
	Arrêté royal [portant diverses mesures d'exécution en matière de détachement de travailleurs en Belgique] – 1 avril 2007	921
XXVIII.	TRAVAILLEURS PROTÉGÉS	925
	Loi portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embel-	

lisement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel – 19 mars 1991	927
Arrêté royal relatif aux modalités de calcul et de paiement de l'indemnité complémentaire due au délégué du personnel ou au candidat-délégué du personnel dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un motif grave – 21 mai 1991	935
XXIX. TRAVAIL TEMPORAIRE OU INTÉRIMAIRE	937
Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs – 24 juillet 1987	939
Convention collective de travail n° 108 relative au travail temporaire et travail intérimaire – 16 juillet 2013	956
Loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 12 août 2000 [art. 183-195]	971
Arrêté royal pris en exécution des articles 188, alinéa 2 et 194, par. 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 15 juillet 2002	976
Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition – 19 février 2003	978
XXX. VACANCES ANNUELLES, COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE ET DON DE CONGÉS	979
Lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 28 juin 1971	981
Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 30 mars 1967	992
Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [art. 33-49]	1012

Registre chronologique